

Lutte de classe

Déclaration politique de *Lutte de classe*.

Rien à attendre du gouvernement et de la « gauche solidaire » inféodés au capitalisme et aux institutions.

Le 22 mars 2010

Qu'est-ce qui peut exprimer le mieux le 20 mars le rejet de l'UMP et sa politique antisociales, sinon la défaite des vingt membres du gouvernement dont huit ministres têtes de liste lors de ces élections.

Ce n'est pas pour autant que Sarkozy changera de cap comme l'a confirmé Fillon : "*On ne gouverne pas un grand pays comme la France au rythme des élections locales mais en gardant le cap fixé par les élections nationales*", et pour secrétaire général de l'UMP X. Bertrand, le mot d'ordre est à la "*continuité*" des contre-réformes : "*Je n'ai pas entendu qu'on disait 'non' aux réformes*", a-t-il affirmé, évoquant "*un vote de crise*".

Donc pour l'UMP le résultat de ces élections ne constitue pas un rejet de ses contre-réformes, c'est la faute à la crise.

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, a souhaité que la droite renoue avec ses "*fondamentaux*", les principes qui avaient permis à Sarkozy de l'emporter en 2007, alors que mis en oeuvre pendant trois ans ils ont abouti à redorer le blason du FN, il faut donc en conclure que parallèlement à l'acharnement avec lequel Sarkozy va continuer d'appliquer son programme, l'UMP va se droitiser davantage pour regagner le terrain perdu en faveur du FN, ce qui annonce une politique encore plus liberticide et répressive, voire xénophobe ou ultra nationaliste.

Officiellement le gouvernement ne change pas de cap, mais il peut être amené à faire marche arrière ou à freiner son appétit destructrice face à la mobilisation croissante de couches de plus en plus importantes et variées de la société, comme il l'a fait récemment en reculant sur la restructuration-démembrement de l'AP-HP, ce qui ne veut pas dire qu'il a abandonné son objectif, alors que le soir même de sa cinglante défaite, dans un sondage TNS-Sofres Logica diffusé par France 2, 71% des personnes interrogées exprimaient le souhait d'un changement de politique, ce qui est évidemment impensable de la part de Sarkozy qui demeure le président des banquiers et des capitalistes, classe au prise avec des contradictions exacerbées impossibles à surmonter sur le plan économique sans prendre le risque d'affronter directement le prolétariat sur le terrain politique, sans en avoir forcément les moyens.

Partant de ce constat, il y en a qui vont sauter sur l'occasion pour expliquer que les moyens dont dispose Sarkozy pour continuer à appliquer sa politique réactionnaire reposent sur le "*consensus*" existant entre l'UMP et le PS (et ses alliés ou satellites) ou le refus du PS à appeler la classe ouvrière à se mobiliser pour défendre ses revendications, alors que la réalité est un peu plus complexe et ne se limite pas à un rapport entre des appareils et la classe, mais repose sur le degré de compréhension politique de la crise du capitalisme par les masses, sur leur capacité à chercher et trouver une issue politique à cette crise en rupture avec le capitalisme et les institutions. Or, le soutien du PS au prolétariat ne peut s'inscrire dans cette perspective qu'il rejette, il a pour seule fonction de canaliser le mouvement des masses pour mieux le dévoyer et le détourner des objectifs politiques que les travailleurs devraient se fixer conformément à leurs intérêts de classe, au profit de la politique menée par Sarkozy et que ne peut que partager le PS, puisqu'elle repose sur les mêmes bases (économiques) : assurer par tous les moyens la survie du régime capitaliste et des institutions politiques à son service.

En résumé, Sarkozy peut donc compter à la fois sur le manque de maturité politique de la classe ouvrière et sur la faiblesse de son organisation, ses divisions, ce qui confirme ce que j'avais avancé dans mes dernières causeries. Le soutien (plus théorique que pratique) du PS au prolétariat n'a pas pour objectif de combler cette faiblesse ou de favoriser le mûrissement de la conscience politique des masses, mais au contraire de se substituer à la mobilisation des masses tout en ne lui offrant aucune autre perspective politique que le

capitalisme et les institutions de la Ve République dans le cadre de l'Union européenne, ce qui revient à fouler aux pieds les besoins et aspirations légitimes de la classe ouvrière.

Le PS n'entend évidemment pas engager le combat pour chasser Sarkozy et son gouvernement, au contraire, il se situe déjà dans la perspective des élections présidentielles de 2012, ce qui signifie qu'il se place dans une perspective politique où Sarkozy demeurera au pouvoir pendant encore deux ans et va pouvoir appliquer son programme, en totale contradiction avec les résultats des élections des 14 et 20 mars 2010 qui ont exprimé le rejet massif de la politique de Sarkozy, mais cela le PS n'en a cure.

C'est la signification de l'intervention hier soir de M. Aubry qui a affirmé que les électeurs avaient exprimé *"leur rejet de la politique du président de la République et du gouvernement"*, en lui demandant d'en changer, donc en s'empressant de redonner la main à Sarkozy pour que le fil de la continuité soit assuré : *"Entendre ce soir les Français, c'est changer profondément de politique"*, Hollande intervenant dans le même sens sur France 2.

Ce qu'il faut noter ici, c'est que le PS prétend proposer une autre politique que celle de l'UMP, et dès le soir de la défaite de l'UMP, il s'empresse de proposer à Sarkozy d'appliquer sa politique, autrement dit, la politique du PS serait compatible avec le maintien de Sarkozy au pouvoir, mieux, il le charge de l'appliquer, un tel aveu témoigne à la fois que les programmes de l'UMP et du PS sont interchangeable, et il met en évidence que le PS se situe bien au côté du parti de l'ordre et non au côté du prolétariat comme il l'affirme abusivement avec le soutien de ceux qui l'appellent à rompre avec le gouvernement.

Finissons par Mélenchon, dont l'indépendance politique vis-à-vis du PS a fait long feu, pour lui *"Ce que nous observons, c'est une montée spectaculaire du total de la gauche (...) sans précédent dans l'histoire de la Ve République"*, qu'il faut relativiser au regard des 49% d'abstention que les uns et les autres se sont empressés de faire passer à la trappe contrairement à la semaine précédente, le plus *"spectaculaire"* demeurant la faculté des dirigeants politiques à analyser les résultats d'une élection non pas en fonction de l'ensemble des facteurs en présence, mais de leurs intérêts politiques personnels.

La classe ouvrière n'avait rien à attendre de ces élections, et c'est bien ce qu'elle a témoigné les 14 et 21 mars. Son sort dépend uniquement de sa capacité à s'organiser et à élever son niveau de compréhension des rapports sociaux sur lesquels reposent le capitalisme et les institutions, afin de pouvoir les combattre et finalement les abattre, ce qui passe par la nécessité de se doter une nouvelle direction politique, un parti révolutionnaire qui incarne le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

La classe ouvrière qui s'est massivement abstenue les 14 et 21 mars est en droit d'estimer qu'elle a infligé une défaite à Sarkozy, mais contrairement aux élections précédentes, personne ne pourra la spolier de cette victoire dans la mesure où elle en est le principal artisan indépendamment des partis se réclamant du prolétariat. Partant de ce constat, elle n'a pas d'autres alternatives que de s'organiser et de se mobiliser sur ses revendications dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions, sans attendre après ces partis qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes et qui se sont fondus dans ces institutions lorsqu'ils étaient au pouvoir. C'est sur cette lancée qu'elle doit continuer son combat en se plaçant exclusivement sur un terrain de classe indépendant du régime, ainsi seulement elle pourra avancer sur la voie de son émancipation du capital.

(source : AP et Reuters 21.03)